

<https://47.snuipp.fr/Retraites-le-discours-gouvernemental-decrypte>



Retraites : le discours gouvernemental décrypté

- Société - Les Retraites en question -

Date de mise en ligne : mercredi 11 janvier 2023

Dernière mise à jour : 11 janvier 2023

Copyright © FSU-SNUipp 47 - Tous droits réservés

Le dossier du SNUipp-FSU

Une réforme nécessaire du point de vue économique ?

Contrairement au discours gouvernemental d'une réforme "nécessaire", il n'y a aucune urgence économique : le système des retraites est excédentaire en 2022 et, malgré un léger déséquilibre à moyen terme, il retrouvera l'équilibre dans toutes les hypothèses entre 2035 et 2070. [Le rapport du COR \(Conseil d'Orientation des Retraites\)](#), pourtant basé sur des estimations de croissance basse et de chômage haut, ne dit pas autre chose.

Par ailleurs, s'il y avait besoin de combler des déficits épisodiques, d'autres financements sont possibles : hausse minimale des cotisations salariales et patronales, remise à plat des exonérations de cotisation, lutte contre la fraude fiscale, mise à contribution du capital à travers des prélèvements sur les dividendes des actionnaires...

A titre d'exemple, chaque année, ce sont 160 milliards d'aides qui sont octroyées aux entreprises, principalement aux plus grandes. C'est 2,5 fois le budget de l'Education nationale et 16 fois le déficit du système de retraite prévu en 2023. Faire porter les efforts sur les seul-es salarié-es est un choix politique délibéré.

Une réforme justifiée par l'allongement de l'espérance de vie ?

L'augmentation de la durée de vie comme justification à la réforme est un leurre. L'espérance de vie stagne depuis quelques années : elle était de 85,4 ans pour les femmes et 79,2 ans pour les hommes en 2014 contre 85,4 ans et 79,3 ans en 2021.

Quant à l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire sans incapacité, elle est actuellement de 65,9 ans pour les femmes et 64,4 ans pour les hommes. Et elle n'augmente pas... A 62 ans, 25% des hommes les plus pauvres sont décédés contre 5% des plus riches. Entre 55 et 64 ans, près de la moitié des salarié-es subissent un arrêt de travail imposé (chômage, maladie ...).

Avec cette réforme, ce sont les plus fragiles qui seront les plus pénalisés-es.

Une réforme égalitaire entre les femmes et les hommes ?

À l'heure actuelle, si les salaires des femmes sont inférieurs en moyenne de 22 % à ceux des hommes, l'écart est encore plus important concernant les pensions de droit direct (sans la réversion). C'est dire si la question de l'égalité Femme/Homme sur ce type de réforme est fondamentale.

Voir : <https://france.attac.org/se-mobilis...>

L'allongement de la durée de cotisation est injuste, il pénalise les personnes qui ont des carrières courtes et qui, déjà aujourd'hui, n'atteignent pas la durée de cotisation exigée. Ce sont en majorité des femmes dont la durée de carrière reste encore inférieure à celle des hommes, de plus de 2 ans en moyenne. Une conséquence visible de cet état de fait est le taux de pauvreté des femmes retraitées aujourd'hui sensiblement plus élevé que celui des hommes (10,4 % contre 8,5 %).

Retraites : le discours gouvernemental décrypté

Le projet de réforme porté par l'exécutif est à l'opposé de toute justice sociale. Basé sur de faux arguments censés convaincre de son bien-fondé, c'est en réalité un choix politique délibéré de faire porter les efforts sur les seul-es salarié-es. Le SNUipp-FSU avec l'ensemble des organisations syndicales appelle à se mobiliser massivement par la grève le 19 janvier prochain et poursuivra les actions si le gouvernement s'entête.